Fédération
Générale des
Fonctionnaires
Force Ouvrière

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS
Tél : 01.44.83.65.55
E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr
Site : http://www.fo-fonctionnaires.fr

COMMUNIQUÉ

Le grand débat :
une mascarade très dangereuse !

Le président de la République, après avoir clairement annoncé qu'il ne changeait rien au fond de sa politique et qu'il continuait toutes ses « réformes » contre les services publics et les droits des salariés, lance un « grand débat » auquel il voudrait voir participer les organisations syndicales.

Pendant que ce prétendu « grand débat » commence à s'organiser, la violence du gouvernement se poursuit. Celui-ci refuse de répondre aux revendications des syndicats et de Force Ouvrière en particulier.

Rien sur les traitements et les salaires pour la quasi-totalité des fonctionnaires et des agents publics. Refus d'accorder la prime de fin d'année de 1 000 euros, pourtant encouragée dans le privé ! C'est inacceptable !

Qui plus est, le gouvernement travaille sur un projet de loi pour remettre en cause les garanties du Statut général des fonctionnaires. Le droit syndical, les CAP, les CHS-CT sont en ligne de mire dans ce projet. Il est également question d'un dispositif pour se débarrasser des fonctionnaires dont le poste est supprimé.

Bien entendu, le gouvernement n'a pas abandonné son projet de suppression du Code des pensions civiles et militaires pour mettre en place un régime de retraite par point dans lequel il pourrait contrôler la valeur du point.

Pour la FGF-FO, ce « grand débat » n'est pas seulement de l'enfumage, c'est une initiative dangereuse. Il apparaît en effet comme une opération de division et de remise en cause de principes républicains bien ancrés comme la laïcité.

En outre, la FGF-FO considère que la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat ne doit pas être mise en débat mais maintenue et strictement appliquée.

De même, l'accessibilité aux services publics et l'égalité de traitement des usagers doivent être mises en œuvre pleinement et non débattues dans cette mascarade.

Dans ces conditions, le bureau fédéral de la FGF-FO considère que Force Ouvrière ne peut en aucun cas participer au « grand débat », qui n'est qu'un jeu de dupes.

Paris, le 15 janvier 2019